

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

GUINÉE : Les Guinéens vont choisir un président « pour la toute première fois » - Analyse

- Monde -

Date de mise en ligne : lundi 28 juin 2010

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

DAKAR, 26 juin 2010 (IRIN) - « La démocratie a commencé en Guinée », a dit Mamadou Diallo, 47 ans, qui retrouve l'usage de sa main blessée durant la répression militaire sanglante de septembre 2009 qui, selon de nombreuses personnes, a marqué un tournant et ouvert la voie à la toute première élection présidentielle, prévue pour le 27 juin. Après 52 ans de dictature entrecoupée d'élections occasionnelles jugées par la majorité comme un artifice destiné à maintenir le dirigeant militaire au pouvoir, les Guinéens vont faire leur choix entre 24 candidats civils dans un scrutin excluant le président sortant.

La capitale, Conakry, est tapissée d'affiches et de banderoles des candidats appelant à la transparence et à la stabilité. La nuit, on pourrait prendre les silhouettes de personnes entassées dans des pick-up pour des soldats en armes, qui ont pendant longtemps fait partie du paysage urbain, mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que ce sont des jeunes qui manifestent pour leur candidat favori.

« *On ne peut même pas déterminer la portée des enjeux* », a dit à IRIN Thierno Baldé, responsable d'une association de jeunesse, le 21 juin, à son retour d'une tournée nationale organisée par la société civile pour parler avec les jeunes de la prévention des violences électorales. « *Ce sera la toute première fois que la Guinée sera gouvernée par un dirigeant choisi par le peuple* ».

Grâce à la forte mobilisation de la communauté internationale et à son soutien financier, les Guinéens et les observateurs de la Guinée sont optimistes. C'est la première fois depuis que le dirigeant militaire Lansana Conté s'est emparé du pouvoir par un coup d'État en 1984 après le décès d'Ahmed Sékou Touré qu'un gouvernement civil élu est à la portée des Guinéens.

Mais, étant donné l'absence de tradition démocratique dans ce pays, l'indiscipline qui règne depuis longtemps au sein de l'armée et les divisions ethniques qui envahissent le paysage politique, les chercheurs et les experts électoraux disent que la barre est placée relativement bas. Beaucoup espèrent que le pays pourra simplement mener à bien un vote pacifique dont les résultats seront acceptés par l'opposition. Un deuxième tour aura lieu, le cas échéant, le 18 juillet.

Des affrontements violents ont déjà éclaté entre des militants de partis politiques. Lors d'un rassemblement en faveur de Cellou Dalein Diallo, le 23 juin, un jeune homme affolé a clamé comment les membres de sa famille et lui avaient été attaqués, dans un village proche, par des sympathisants de Sidya Touré. Les candidats, les porte-paroles de la société civile et les diplomates ont appelé la population au calme à plusieurs reprises.

Selon Elizabeth Côté, directrice de la branche guinéenne de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), une organisation non gouvernementale basée aux États-Unis, l'acceptation d'un registre électoral apparemment neutre par tous les candidats et par l'Administration nationale représente un progrès encourageant.

« *Les conditions sont généralement bonnes* », a dit Mme Côté, qui vit en Guinée depuis des années et travaille sur la question des élections et sur les relations entre civils et militaires. « *Le principal enjeu reste la logistique... Mais tous les intervenants ont une telle volonté de mener cela à bien que les gens devraient réussir à surmonter [les problèmes éventuels]* ». Elle a souligné qu'il y avait plus de 1 000 observateurs nationaux et internationaux dans tout le pays.

Mathieu Bile Bouah, consultant des Nations Unies pour les élections, qui se trouve en Guinée depuis 2007, a dit que les problèmes logistiques auraient autant d'importance que ce que les gens voudront leur donner. « *Toutes les personnes concernées du gouvernement aux citoyens, en passant par les candidats doivent démontrer leur volonté de faire en sorte que ça se passe bien* ».

En finir avec le gouvernement militaire

Les observateurs disent que l'objectif de cette élection, qui selon eux connaîtra forcément des faiblesses, est finalement d'en finir avec le gouvernement militaire en Guinée.

« *Avant tout, cette élection doit être vue comme une étape destinée à voir l'armée quitter le pouvoir* », a dit Mamady Kaba, président de la branche guinéenne de la RADDHO, un groupe panafricain de défense des droits humains.

« *Pour les élections futures, nous pouvons espérer un meilleur processus, plus libre et plus crédible. Pour l'instant, l'essentiel est que tous les candidats s'engagent à n'avoir qu'un vainqueur : le peuple guinéen* ».

« *Les individus les plus neutres diront probablement que ces élections auront été aussi bonnes qu'elles pouvaient l'être dans ces circonstances* », a dit à IRIN Richard Moncrieff, responsable du programme Afrique de l'Ouest de l'International Crisis Group. « *Nous devons sortir de cet état d'exception et aller de l'avant* ».

M. Moncrieff a dit que des failles pourraient conduire à des contestations de la part de toute personne refusant d'accepter le résultat. « *Mais je suis relativement optimiste... [et j'espère] que les personnes qui contesteront [les élections] seront marginalisées comme l'ont été celles qui ont essayé de [les] retarder au cours des six derniers mois* ».

Le rôle de M. Konaté

Le dirigeant militaire intérimaire, Sékouba Konaté, qui a pris le pouvoir après que Moussa Dadis Camara a quitté la Guinée à la suite d'une tentative d'assassinat en décembre, a été félicité par les Guinéens et la communauté internationale pour avoir rapidement mené le pays à des élections et avoir respecté sa promesse de ne pas se présenter ni appeler à voter pour un candidat.

M. Konaté, général de longue date, a également réussi à métamorphoser l'armée.

« *Il a brisé la structure de M. Dadis plus audacieusement que je le pensais* », a dit M. Moncrieff. « *M. Konaté s'est efforcé de rétablir un commandement hiérarchique, alors que M. Dadis était sur le point de faire l'inverse* ».

Comment M. Konaté a-t-il pu effectuer un tel revirement ? « *Il y a eu le choc du 28 septembre, qui, je pense, a scandalisé de nombreux soldats* », a-t-il dit. « *Puis il y a eu [l'attentat] contre le président, qui a également constitué un tournant, en quelque sorte* ».

M. Moncrieff a dit que M. Konaté était un des membres de l'armée guinéenne qui connaissaient bien l'histoire du Liberia et du Sierra Léone. « *Je pense qu'il a fait le calcul : oui, je profite du désordre, mais d'un autre côté, si ce pays s'écroule vraiment, la plupart des gens perdent* ».

À plus long terme, le rôle politique de l'armée reste incertain, disent les observateurs.

« *Il y a la question plus générale de la discipline et de l'ordre au sein de l'armée* », a dit M. Moncrieff. « *La durabilité de cela est plus difficile à évaluer* ».

Pour l'instant, les Guinéens disent que l'influence de M. Konaté s'est traduite par un changement dans la vie quotidienne. Considérée pendant des années comme l'ennemi du peuple plutôt que comme son protecteur à cause des harcèlements quotidiens et des répressions fréquentes au cours desquelles des civils ont été tués par des soldats, l'armée a nettement réduit sa présence dans les rues.

« *On passe une, deux, trois semaines sans entendre de tirs* », a dit un journaliste qui a préféré garder l'anonymat. « *Nous dormons en paix désormais* ».

Les Guinéens dormiront-ils en paix après les élections ? « *Nous verrons* », a-t-il répondu. « *On ne peut pas se prononcer pour l'instant* ».

Reste à voir, disent les observateurs, si les soldats resteront dans leurs casernes pendant toute la durée des élections, mais les signes sont encourageants.

Mme Côté, de l'IFES, a dit que M. Konaté pouvait sûrement continuer à contenir les forces armées pendant les élections, mais que la stabilité dépendrait du comportement de tous les intervenants.

« *Tout peut arriver et il pourrait y avoir un effet de dominos si [des conflits éclatent]. Dans une telle éventualité, l'armée pourrait se trouver dans une position où elle serait obligée d'agir* ». Par le passé, l'armée guinéenne a réagi aux manifestations publiques et aux troubles civils par une répression brutale.

Mme Côté a dit que si les résultats étaient contestés et que la situation tournait mal, cela donnerait davantage de crédibilité aux personnes ayant mis en garde contre des élections, quelles qu'elles soient, destinées à qualifier la transition de « *réussie* » afin que la communauté internationale puisse se réengager dans le pays.

Les principaux donateurs comme les États-Unis, la France et l'Union européenne ont suspendu de nombreux programmes d'aide depuis le coup d'État de décembre 2008 et la violente répression militaire de septembre 2009.

Identité ethnique

La Guinée est composée des ethnies peules (une majorité d'environ 40 pour cent), malinké, soussou et d'autres groupes plus petits de la région forestière, dont les Guerzé. Depuis l'indépendance en 1958 jusqu'au coup d'État de 2008 qui a porté M. Camara, de l'ethnie guerzé, au pouvoir, le pays a eu deux présidents, l'un malinké, l'autre soussou.

Des Guinéens ont dit à IRIN que l'identité ethnique pesait fortement dans le choix d'un candidat.

« *Les gens ont tendance à agir "ethniquement", si vous voulez, pas socialement* », a dit le journaliste local à IRIN. « *Nous devons apprendre aux gens à voter en se basant non pas sur l'identité ethnique des candidats, mais sur leur programme pour le pays* ».

M. Moncrieff, de l'International Crisis Group, a dit que les tensions ethniques persistaient, mais que « *ce n'est pas là que les choses se jouent pour l'instant* ». Il a dit que les conflits ethniques seraient vraisemblablement plus problématiques pendant les prochaines élections législatives.

Un Président, mais pas de Parlement

GUINÉE : Les Guinéens vont choisir un président « pour la toute première fois » - Analyse

Des élections législatives ont été programmées et annulées plusieurs fois au cours des dernières années et l'absence de gouvernement légitime sera un paramètre important lors de la prise de pouvoir d'un civil, a dit M. Moncrieff.

Cela pourrait soit renforcer la centralisation du pouvoir - « *le Président prenant juste sa plume pour faire ce qu'il souhaite par décret* », un problème rencontré un peu partout en Afrique de l'Ouest, a-t-il dit ou affaiblir la position du nouveau dirigeant, car les gens pourraient dire que la transition constitutionnelle n'a pas été achevée.

lire aussi sur www.afrik.com (27 juin 2010) : [Guinée : un petit pas pour la démocratie, un grand pas pour les civils](#), par Falila Gbadamassi
